

TIMOR-EST : D'UNE DÉCOLONISATION AVORTÉE À L'OCCUPATION INDONÉSIENNE

BRUNO KAHN

1. LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS

De 1926 à 1974, le Portugal est dirigé par A. Salazar et son successeur M. Caetano. Aucune opposition n'est tolérée, la police politique (PIDE) règne en maître. Le Portugal de cette époque perpétue son statut de puissance coloniale, même si ses colonies sont rebaptisées "territoires d'outre-mer" après l'adoption par l'ONU de la Déclaration sur le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples coloniaux, en 1960. Cette attitude intransigeante donne naissance à des guerres de libération dans ses colonies africaines, qui sont directement à l'origine de la Révolution des œillets du 25 avril 1974.

Rapidement dominée par le Mouvement des Forces armées (MFA), la révolution des œillets met en place un système démocratique au Portugal et opte pour une décolonisation totale.

2. L'INDONÉSIE

En Indonésie coexistent dès l'origine deux tendances quant à la définition du pays : la tendance légaliste et la tendance expansionniste. La première définit l'Indonésie comme l'ensemble des anciennes colonies néerlandaises, tandis que la seconde désire inclure également Timor-Est, Nord Bornéo et la péninsule malaise, voire certaines îles du Pacifique [1, p. 7], [5, pp. 19–21]. Ces deux tendances ne sont pas nécessairement contradictoires, mais reflètent plutôt un opportunisme politique. Ainsi la campagne pour la "récupération" de la Papouasie occidentale, qui culmine avec sa prise de contrôle en 1963, ressort de la première : l'Indonésie avancera devant l'ONU l'argument des frontières coloniales, allant jusqu'à préciser en 1962 qu'elle n'a aucune revendication territoriale sur Timor-Est, colonie portugaise [5, p. 20]. La "confrontation" avec la Malaisie naissante, un peu plus tard, peut être rattachée à la seconde.

Le cas de Timor-Est relève également de cette dernière. Il existe un lobby influent en faveur de son annexion : les services de renseignements de l'armée, BAKIN, et plus spécifiquement OPSUS, le service des opérations

Date: courant 1998.

spéciales [2, p. 61], [5, p. 23]. 12 ans après les dénégations rappelées ci-dessus, ces services vont s'employer à faire de l'annexion une réalité, à l'aide notamment de leur chef, Ali Murtopo¹, du gouverneur de Kupang, le colonel El Tari, et de leur agent à Dili, le consul Elias Tomodok.

3. TIMOR

Le changement de régime en métropole produit l'effet d'un électrochoc à Timor-Est. Deux partis politiques émergent : l'*Union démocratique timoraise* (UDT) et l'ASDT, qui devient rapidement le *Front révolutionnaire pour un Timor-Est indépendant* (Fretilin). Tous deux sont favorables à l'indépendance, même si l'UDT penche initialement pour une indépendance-association avec le Portugal. Par l'intermédiaire de Tomodok, l'Indonésie encourage la création de l'Apodeti, parti pro-intégration, ainsi que de trois autres mini-partis (Kota, Trabalhista, Adlita) [2, pp. 56–61 et 72], [4, ch. 4], [5, 26–28]. Tout ceci se passe en mai 1974.

Les trois derniers partis n'ont qu'une influence marginale, voire confidentielle : KOTA a huit membres qui forment une famille. L'Apodeti est principalement soutenu par les féaux du *liurai* d'Atsabe, Guilherme Gonçalves, et par la petite communauté musulmane de Dili. Les partis qui comptent dans la vie politique timoraise sont le Fretilin et l'UDT.

En juin 1974, José Ramos Horta, chargé des relations étrangères au Fretilin, se rend à Djakarta. Reçu par le ministre des Affaires étrangères, Adam Malik, il obtient de lui une lettre affirmant entre autres que "*quiconque gouvernera à Timor dans l'avenir après l'indépendance peut être assuré que le gouvernement indonésien s'efforcera toujours de maintenir de bonnes relations, l'amitié et la coopération pour le bénéfice des deux pays*"² [2, p. 63], [4, ch. 5]. Cette déclaration extrêmement favorable va être rapidement démentie par les faits.

4. "DÉCOLONISATION"

Le MFA va se concentrer sur la décolonisation de l'Afrique, où les guerres d'indépendance ont eu lieu, et s'intéresser fort peu à ses colonies asiatiques, Timor-Est et Macau. À l'époque de Salazar, Timor était déjà considéré comme le bout du monde. Comme dans le cas des autres colonies, il souhaite se débarrasser du problème le plus vite possible, sous la pression de

1. Murtopo, ainsi que Suharto et que Benny Murdani, qui prendra le commandement de l'invasion, ont également joué des rôles de premier plan dans la prise de contrôle de la Papouasie occidentale (Irian Jaya), entre 1962 et 1969.

2. Un jeune et brillant assistant de Malik, Alex Alatas, se retrouvera 15 ans plus tard dans son fauteuil à défendre l'occupation indonésienne...

l'ébullition politique en métropole. Il propose de rendre Macau à la Chine – qui refuse, on est en pleine révolution culturelle.

Quant à Timor... Il y a deux discours. L'un soutient le principe de l'autodétermination et un "processus de décolonisation". Le gouverneur Lemos Pires est envoyé sur place expressément pour mettre en place ce processus. L'autre, que l'on trouve dans la bouche des représentants les plus en vue du MFA, dont le président Costa Gomes et le premier ministre Vasco Gonçalves, est extrêmement tiède quant à une éventuelle indépendance de Timor et trouve plus "logique" un rattachement à l'Indonésie [2, pp. 67–68], [4, ch. 6 et 8].

Plus grave, le MFA va collaborer avec l'Indonésie. Le 14 octobre 1974, Ali Murtopo, chef de l'OPSUS (services secrets de l'époque), se rend secrètement à Lisbonne où il rencontre notamment Gomes et Gonçalves. *Operasi Komodo*, opération de déstabilisation visant à une intégration de Timor sans intervention militaire directe, est lancée le même jour. D'autres pourparlers secrets ont lieu à Londres le 9 mars 1975 entre les gouvernements portugais et indonésien [2, p. 68], [5, pp. 36–37 et 40–41]³.

Comment expliquer une telle convergence entre un régime indonésien construit sur l'anticommunisme et un régime portugais alors très proche du Parti communiste ? Au-delà du manque fondamental d'intérêt portugais pour le processus de décolonisation à Timor, on peut hasarder l'analyse suivante. Le Parti communiste portugais est pro-soviétique, et l'animosité anticommuniste indonésienne est principalement dirigée vers Pékin. Moscou a en fait d'excellentes relations avec Djakarta, qui autorise ses sous-marins à traverser ses eaux territoriales, et espère le remboursement d'une dette de 2 milliards de dollars contractée sous Sukarno [2, pp. 241–242], [4, ch. 14, p. 180]. Par ailleurs, l'armée indonésienne est à cette époque encore largement équipée de matériel soviétique et Suharto n'est pas trop sûr d'un soutien américain à une éventuelle invasion [3]. Le soutien du bloc soviétique à la cause timoraise sera plus que faible après l'invasion [2, *ibid.*], [4, ch. 14, pp. 179–181].

5. OPERASI KOMODO

La stratégie indonésienne va être de jouer un parti contre l'autre et d'agiter le chiffon rouge communiste. Cette stratégie échoue temporairement quand le Fretilin et l'UDT forment une coalition le 20 janvier 1975. De mars à mai ont lieu des élections à Timor, supervisées par le Comité de décolonisation portugais, ainsi que des pourparlers de décolonisation.

3. Il faut toutefois noter que, selon Taylor (*op. cit.*, p. 40), la position portugaise s'est relativement durcie lors de cette deuxième rencontre, sous l'influence de l'administration de Dili semble-t-il.

Le 18 février, un exercice de simulation d'une invasion de Timor-Est a lieu à Lampung (Sumatra sud).

Au sein de l'UDT des éléments sont de plus en plus frileux vis-à-vis d'une alliance avec un Fretilin

- qui a le vent en poupe électoralement ;
- qui est réputé "communiste" – en réalité un front, donc un regroupement de diverses tendances politiques, où un groupe venu de Lisbonne et attiré par des idées maoïstes a effectivement acquis une certaine influence [2, pp. 59–60].⁴

L'Indonésie a des contacts avec ces éléments et encourage cette frilosité en indiquant qu'elle n'acceptera jamais un Timor-Est indépendant et communiste à sa porte. Finalement, le 26 mai 1975, l'UDT rompt sa coalition avec le Fretilin.

Le 6 juin, les troupes indonésiennes font une incursion dans l'enclave d'Oecussi, sans provoquer de réaction du Portugal.

Le 29 juillet, le Fretilin remporte 55% des suffrages aux élections aux conseils locaux.

Début août, Francisco Lopes da Cruz, João Carrascalão et Domingos de Oliveira de l'UDT se rendent à Djakarta pour rencontrer Murtopo et obtenir des clarifications sur sa position. Celui-ci les "informe" que le Fretilin envisage un coup de force à la mi-août et que, si celui-ci se réalise, l'Indonésie interviendra militairement [2, p. 77], [5, p. 50].

6. COUP DE FORCE DE L'UDT ET GUERRE CIVILE

Les 10 et 11 août, les événements se précipitent. L'UDT, sous la direction de Lopes da Cruz et Carrascalão, arrête le chef de la police portugaise, des membres du Fretilin et prend le contrôle des institutions-clés de Dili.

Selon les rapports secrets de la CIA et de la DIA [3], la confusion règne initialement à Djakarta sur l'origine de ce coup de force. Alors que l'UDT a clairement proclamé avoir pris le pouvoir pour "prévenir un bain de sang communiste", Suharto semble croire que des éléments communistes sont derrière cette action, se servant l'UDT pour prendre l'Indonésie par surprise. Intox de l'OPSUS ou souvenirs des événements du 30 septembre 1965⁵ ?

Côté portugais, le gouverneur Lemos Pires n'intervient pas [2, p. 77], [4, ch. 7], [5, pp. 50–54]. Les analyses divergent sur les raisons de cette

4. L'un des anciens leaders de ce groupe, Abilio Araújo, est maintenant en excellents termes avec le gouvernement de Djakarta, ce qui a conduit à son expulsion du Fretilin en 1994.

5. Cette date est celle d'un coup d'État avorté en Indonésie, et marque le début de la prise du pouvoir par Suharto.

inaction. D'un côté, les troupes portugaises stationnées à Timor sont passées de 1000 à 200 de janvier à août. D'un autre, Defert fait valoir que, étant donné l'humeur initiale, une décision politique aurait probablement suffi à tout désamorcer [2, p. 78]. Lemos Pires affirmera avoir eu les mains liées par la politique de non-intervention du MFA [5, pp. 51 et 53–54]. Quoi qu'il en soit, cette inaction va permettre aux événements de s'enfler et de dégénérer en guerre civile.

Le Comité central du Fretilin, réfugié dans les montagnes, proclame l'insurrection armée. Il va rapidement rallier plus de la moitié des troupes timoraises de l'armée portugaise (en tout 3000 hommes), et surtout parvenir à s'emparer de l'arsenal des entrepôts militaires, bien plus performant que les armes de la police saisies initialement par l'UDT. Le 27 août il contrôle entièrement Dili et le 1er septembre la plus grande partie du territoire. Le 8, il annonce la victoire [2, pp. 80–81], [3], [5, p. 51]. On estime avec le CICR que la guerre civile a fait entre 2000 et 3000 morts [2, p. 80].

Pendant ce temps, l'administration portugaise s'est retirée sur l'île d'Ataúro, au nord de Dili, après avoir évacué 2000 personnes à destination de l'Australie. En Indonésie, Suharto, pris entre des éléments de l'armée qui le poussent à une intervention militaire immédiate et Murtopo qui lui conseille de faire confiance à ses hommes engagés sur place dans des opérations de déstabilisation, fait montre d'une hésitation considérable. Il est fascinant de lire, dans [3], à quel point ses réticences vis-à-vis d'une intervention unilatérale sont liées à ses craintes d'une désapprobation américaine et/ou australienne, et des conséquences qu'elles auraient sur la coopération militaire et un rééquipement souhaité de l'armée indonésienne.

L'Indonésie s'efforce donc d'obtenir de Lisbonne une demande d'intervention militaire, sous couvert d'aide humanitaire. Costa Gomes est sur le point d'accepter le 27 août, mais change d'avis au dernier moment pour des raisons de politique intérieure. Le Portugal décide de chercher à obtenir l'envoi d'une force multilatérale comprenant l'Australie, l'Indonésie, la Malaisie et le Portugal. Costa Gomes est explicitement inquiet de violences indonésiennes éventuelles contre la population timoraise. Cette tentative fait long feu [3].

Sur cette période, voir aussi [4, ch. 10].

7. L'APRÈS-GUERRE CIVILE : ADMINISTRATION DU FRETILIN ET INFILTRATIONS INDONÉSIENNES

À partir de la mi-septembre, le Fretilin contrôle tout le territoire, à l'exception de l'île d'Ataúro et de l'enclave d'Oecussi (voir ci-dessus). Quasiment toute l'administration portugaise a fui, soit à Ataúro, soit en Australie et en métropole. Confronté à un vide politique, il prend *de facto*

en main l'administration du territoire, tout en renonçant à une demande antérieure d'indépendance immédiate et en demandant, au contraire, le retour du Portugal pour qu'il parachève le processus de décolonisation selon le programme graduel qu'il avait annoncé en juin [3], [4, ch. 10, p. 86].

Face à des conditions matérielles difficiles, Le Fretilin fait appel à l'aide des organisations non gouvernementales. Plusieurs d'entre elles, dont le Comité international de la Croix rouge (CICR), l'Australian Society for Inter-Country Aid (Timor) (ASIAT) et l'Australian Council for Overseas Aid (ACFOA) vont ainsi être présentes sur le territoire de début octobre à début décembre, pratiquement jusqu'à l'invasion. Elles vont jouer un rôle déterminant sur les plans de l'aide médicale et de l'acheminement de denrées alimentaires [2, p. 81].

Tout aussi important est le rôle de témoins de l'administration du Fretilin que ces organisations vont jouer. Elles font unanimement état de sa modération, de son organisation remarquablement efficace étant donné les circonstances et du soutien dont il dispose dans tout le pays auprès de la population. Les autres étrangers présents à l'époque apportent des témoignages concordants [2, pp. 81–83], [5, pp. 54–57].

Pendant ce temps, Suharto est toujours ambivalent sur l'attitude à adopter : poursuite de l'*Operasi Komodo* ou invasion ? Suite à la guerre civile, un grand nombre de Timorais proches de l'UDT se sont réfugiés en Australie. D'autres se sont réfugiés à Timor ouest (indonésien). Certains reçoivent un entraînement militaire, pour s'infiltrer à Timor-Est et combattre les forces du Fretilin. D'autres, les chefs politiques, sont pris en otage par l'Indonésie, qui leur fait signer le 7 septembre la "Déclaration de Balibo" (lire Bali-Beach Hotel, comme plusieurs protagonistes le révéleront bien plus tard) demandant l'intégration à l'Indonésie [5, p. 53].

Dès le 13 septembre, les infiltrations indonésiennes commencent. Des forces spéciales indonésiennes prennent le contrôle de villes frontalières. Le 17 septembre, 650 troupes irrégulières timoraises sont envoyés dans le territoire depuis Timor ouest [3]. Les appels du Fretilin à la communauté internationale ne produisent aucun effet. Radio Kupang utilise ces infiltrations pour propager de fausses informations sur une guerre civile qui se poursuivrait. Le 16 octobre, 5 journalistes de la télévision australienne sont tués à Balibo en train de filmer la prise de ce village^{6 7}.

8. L'INVASION

Encouragés par l'absence de réactions internationales à ses infiltrations, par l'inaction bienveillante du Portugal et par le soutien maintenant évident

6. L'Australie ne réagit pas. Traiter ici de la complicité de ce pays nous entraînerait trop loin.

7. Bien qu'il le nie, le commandant de cette attaque, Junus Yosfiah, est l'actuel ministre de l'information du gouvernement Habibie.

de pays-clés, BAKIN et Suharto décident que le moment est venu de passer à la vitesse supérieure. À la mi-novembre, l'Indonésie lance une offensive terrestre, maritime et aérienne sur Atabae, ville d'une grande importance stratégique. Atabae tombe le 27 novembre, après 15 jours de bombardements intensifs. Un appel au Conseil de Sécurité lancé le 24 novembre ne produit aucun effet.

Le 28 novembre, le Fretilin se résigne à une déclaration unilatérale d'indépendance, en l'absence d'un processus de décolonisation porté à son terme et pour essayer d'éviter *in extremis* l'invasion. Les réactions internationales sont décevantes : seule une poignée de petits pays reconnaissent la nouvelle République démocratique de Timor-Est [2, p. 90].

L'*Operasi Komodo* est maintenant rappelée et remplacée par l'*Operasi Seroja*, l'invasion. Celle-ci, initialement prévue pour le 4 décembre est reportée à la dernière minute à cause de la visite du Président des États Unis, Gerald Ford, à Djakarta, en compagnie de son Secrétaire d'État, Henry Kissinger.

Le 7 décembre 1975, le lendemain du départ de Ford et Kissinger, c'est l'invasion. Le Portugal proteste, en appelle au Conseil de Sécurité et rompt ses relations diplomatiques avec l'Indonésie. La diplomatie du Portugal a changé – trop tard. Ou bien n'est-ce qu'une manière de sauver la face ? Une diplomatie portugaise raisonnablement engagée pour réparer ses torts ne verra le jour que des années plus tard, à l'initiative du président Ramalho Eanes et sous la pression constante des médias et de l'opinion publique.

Mis à part [3] et dans une certaine mesure [4], la bibliographie ci-dessous ne donne que des sources secondaires. On trouvera des sources primaires dans les références propres de [1], [2] et [5].

RÉFÉRENCES

- [1] Carmel Budiardjo, Liem Soei Liong *West Papua : the obliteration of a people*, 3ème édition, TAPOL, Londres, 1998.
- [2] Gabriel Defert *Timor-Est, le génocide oublié ; droit d'un peuple et raisons d'États*, L'Harmattan, Paris, 1992.
- [3] Dale van Hatta, Brian Toohey *The Timor papers*, The National Times (Australie), 30 mai et 6 juin 1982, réimprimé par TAPOL. Ces articles résument des comptes-rendus parus d'août 1975 à février 1976 dans le National Intelligence Daily, le Weekly Review et le National Intelligence Bulletin, périodiques à diffusion restreinte de la CIA, la DIA (Defence Intelligence Agency) et la NSA (National Security Agency) des États Unis.
- [4] José Ramos Horta *La saga du Timor oriental*, traduction de Funu : *the unfinished saga of East Timor*, Favre, Lausanne, 1997.
- [5] John G. Taylor *Indonesia's forgotten war : the hidden history of East Timor*, Zed books, Londres, 1992.